

EIRENE



GRANDS LACS

Bulletin d'information

Septembre 2024



Apporter sa part de Colibri

Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : (+257) 22258448

(+257) 22278077

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org

EIRENE

En partenariat avec :

La Maison de la Presse

Bujumbura, Burundi

radiosgrandslacs@gmail.com

www.mdp.org.bi

Facebook : Maison de la Presse du Burundi



**Association burundaise
des Femmes
Journalistes (AFJO)**

afjo2017@yahoo.com

http://www.afjo.org.bi/

https://www.facebook.com/associationburundaisesdesfemmesjournalistes/



CHIRO-Burundi

Tél : +257 22404351

Gitega, Burundi

chiro.amahoro@yahoo.fr



**Femmes Artisanes de
la Paix (FAP)**

faprdc@gmail.com

www.facebook.com/fap.rdc



Projet d' EIRENE Grands Lacs au Burundi :

Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR I)

Ville de Gitega, Q.Musinzira (ECOSO)

Avenue de l'Hôpital, N°9

Photos :

EIRENE et ses partenaires

Financé par :

Service Civil pour la Paix/BMZ

Impression :

Groupe de Presse IWACU

zfd

Editorial

Chère lectrice, Cher lecteur

L'humanité souffre aujourd'hui plus qu'hier. Les conflits et guerres continuelles à travers le monde en général et l'Afrique en particulier font des morts, des déplacés et des réfugiés.

Des images blessantes nous inondent à longueur de journée via les médias classiques et réseaux sociaux. Et comme un malheur ne vient jamais seul, un autre phénomène encore plus dangereux, faisant de plus en plus de dégâts et malheurs chaque année nous interpelle : le phénomène de changement climatique. Seuls celles et ceux qui en sont victimes comprennent son ampleur sur la vie des communautés ! Vandana Shiva, activiste féministe indienne en 2022, engagée dans une forme d'activisme mondial en faveur de la paix, de la biodiversité et du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, en sait plus long. « *Le changement climatique est l'un des plus grands défis de notre temps. Ses effets se font sentir partout dans le monde, avec des répercussions sur les personnes, la nature et l'économie* », dit-elle. « *Le changement climatique n'est pas seulement un problème pour l'avenir. Il nous répercute chaque jour, partout* », ajoute cette Directrice de la Fondation de la recherche pour la science, les technologies et les ressources naturelles,

Notre région des Grands Lacs est particulièrement mise à rude épreuve. Depuis 2021, les années passent et malheureusement se ressemblent : glissements de terrains, montée et débordement des eaux du Lac Tanganyika et d'autres cours d'eau et rivières, s'accompagnent de tout un lot de malheurs. Ainsi, la zone Gatumba au Burundi a payé un lourd tribut, engloutie par les eaux du lac Tanganyika. Ses habitants ont été forcés de quitter les lieux pour éviter le pire. Une situation qui crée de nouveaux soucis en plus des conflits sociaux, politiques et de genre qui existaient déjà. Les témoignages des personnes rencontrées font froid dans le dos. Leur vécu est un cauchemar : sans abris, sans nourriture, exposés aux intempéries. Une urgence humanitaire, en somme, qui



interpelle toute âme charitable, chaque institution ou organisation de la région.

C'est pour ces raisons qu'EIRENE Grands lacs a élargi son champ d'action. En plus des thématiques classiques de promotion de la paix, de l'égalité genre et de la gestion non-violente des conflits communautaires, le contexte nous impose d'aborder aussi la question climatique, ne fût-ce que pour apporter notre part de colibri : dans l'information des populations sur les changements climatiques à travers l'appui aux médias ; à travers un plaidoyer en faveur des jeunes filles et femmes en situation précaire et victimes de violence sexuelle et de stigmatisation ; en travaillant avec les structures locales de paix pour prévenir et permettre une cohabitation pacifique entre les communautés concernées par l'un ou l'autre de ces fléaux récurrents, sans préjugés et sans discrimination, afin de prévenir/gérer les conflits de manière non violente ; à l'appui aux micro-projets au sein de la population rurale.

« *Dans l'intérêt de nos enfants et de notre avenir, disait Barack Obama, ancien président américain, nous devons faire plus pour lutter contre le changement climatique* ».

C'est en conjuguant nos efforts que nous gagnerons le pari !

**Tao Goulah Vairoukoye,
Coordinateur d'EIRENE GL**

SOMMAIRE

Plaidoyer pour des filles chassées de leurs familles suite aux grossesses non désirées

Agathonique Barakukuza, Anaclet Hakizimana, Claus Schrowange



4-5

Paix et pain

Jean Claude Ndarama, Manirambona Josephine, Georges Flora Ngoumu Mveng



6-7

Mieux informer sur le changement climatique

Agathonique Barakukuza, Anaclet Hakizimana, Claus Schrowange



8-9

La montée des eaux du lac Tanganyika handicape le travail de paix de FAP à Kavimvira

Maluxe Malumbe Mmangwa, Dorcas Salima Kabasha, Michael Odhiambo



10

L'église catholique : un acteur clé dans la prévention et la gestion non-violente des conflits

Septime Gashasha, Georges Flora Ngoumu Mveng



11-12

Vers la pérennisation des acquis

Live Irakoze, Pierre Gahungu



13-14

Plaidoyer pour des filles chassées de leurs familles suite aux grossesses non désirées

L'Association burundaise des Femmes Journalistes (AFJO) a fêté le samedi 16 mars 2024 la Journée Internationale de la Femme (JIF), auprès des jeunes filles mères hébergées au Centre des Missionnaires de la vie de Jean Paul II de Gihanga en province Bubanza (Nord-Ouest du Burundi). Elle a apporté à ces filles, dont la plupart sont des victimes de viol et d'inceste, une aide en vivres et non vivres, mais aussi une fenêtre de plaidoyer à travers les médias.



Lors de remise des dons

Le paquet était constitué de vêtements pour adultes et enfants, 150 kg de haricot, 150 kg de riz, 100 kg de farine de maïs et 10 cartons de savons. En remettant ce paquet la présidente de l'AFJO, Madame Francine Ndihibwayo, a indiqué que son association a choisi de fêter le mois dédié à la femme avec ces jeunes filles et leurs enfants abandonnés par leurs familles, dans le but d'inspirer d'autres personnes à penser à ce groupe. « Le thème mondial de la célébration de la journée internationale de l'année nous invite à investir en faveur des femmes: accélérer le rythme, et les femmes que nous avons visitées font partie de ce groupe cible », a-t-elle expliqué.

Mme Ndihibwayo a remercié le Centre des Missionnaires de la Vie pour l'œuvre charitable qu'il réalise au profit de ces jeunes mères. Elle leur a adressé un message de réconfort et d'encouragement « Personne n'est à l'abri des problèmes. Mais, quand quelqu'un te soutient face à des problèmes, cela t'aide à les traverser et à être résilient. Les enfants sont en train de grandir, certaines mamans qui

sont dans ce centre vont retourner à l'école poursuivre leurs études. D'autres vont se lancer dans le commerce. Vous êtes capables, vous allez vous développer et enregistrer des succès qui vont étonner beaucoup de gens. Le secret de la résilience, c'est la volonté », a-t-elle insisté.

Pour la présidente de l'AFJO et ses consœurs qui avaient fait le déplacement, armées de leurs micros, stylos et cameras, la visite visait également à offrir une opportunité de plaidoyer au centre, à travers les médias. « En effet, ont-elles expliqué, à côté de l'aide en vivre et autres articles matériels, les enfants du centre et leurs mères ont besoin d'un appui pour que leurs cris de détresse soient portés plus loin et entendus par différentes parties prenantes dans l'éducation et la cohésion sociale ».

Par ailleurs, ont-elles renchéri, l'initiative prise par la Révérende Sœur Godeliève Kanyamuneza, responsable du centre, mérite une grande visibilité, pour lui permettre de bénéficier des appuis dont le centre a besoin. « Je compte apporter un appui médiatique à ce centre, par la publication d'un article sur mon site et des posts sur mes

réseaux sociaux. C'est une initiative qui mérite d'être médiatisée », a déclaré Diane Ndonse, directrice du magazine en ligne « Mukenyezi magazine ».

Sauver des bébés en mal de connaître leurs pères

Membre d'une congrégation religieuse, Sœur Kanyamuneza a écouté plusieurs jeunes filles qui avaient été obligées d'interrompre leurs grossesses pour être acceptées dans leurs familles et dans la société. Elles lui confiaient qu'elles n'ont jamais eu la paix intérieure après avoir avorté. « L'idée de créer un centre de prise en charge de ces filles est alors née et Dieu a permis qu'il soit fonctionnel depuis deux ans. Il a pour mission de protéger la vie de ces bébés sans tenir compte des conditions dans lesquelles ils ont été conçus. », a-t-elle confié.

Selon Sœur Kanyamuneza, le centre comptait à cette date 68 enfants et filles au total, dont 24 filles mères ou enceintes, 23 garçons (bébés et élèves) ainsi que 21 filles (bébés et élèves). « Nous intervenons pour aider ces filles pour qu'elles ne tuent pas les bébés qu'elles portent parce que leurs parents ou leurs familles les ont rejetées. En sauvant la vie de ces enfants, nous protégeons aussi leurs mamans. Elles arrivent ici dans un état grave : malades, affamées et mal habillées. Les enfants en leurs seins sont également malades et ont faim. Elles ont des carences alimentaires et l'anémie », raconte la religieuse, avec douleur. Sans abri, elles sont frappées par la pluie et le soleil alors qu'elles sont enceintes. Elles ne font pas de consultations prénatales. « Le centre leur donne à manger et des habits. Il les fait soigner. Grâce au centre, elles accouchent en milieu hospitalier », ajoute Sœur Godeliève.

Après l'accouchement, le centre fait un travail de réinsertion familiale. La plupart des fois, la fille et son enfant sont bien accueillis. Des fois, on ne trouve pas de famille d'accueil de la fille mère. Il arrive aussi que la fille soit

acceptée mais pas son enfant, surtout quand c'est un garçon (qui doit plus tard réclamer sa part d'héritage). Ce qui explique pourquoi le centre héberge aussi des enfants en âge scolaire. La responsable du centre précise qu'avant d'accueillir ces filles, on les écoute et on vérifie les informations reçues.

Les enfants du centre appellent leurs pères biologiques à la reconnaissance de la paternité

« Nous, enfants du centre souhaitons connaître nos papas. Nous aimerions que ces derniers nous rendent visite, qu'ils nous donnent ce dont nous avons besoin, qu'ils nous enregistrent à l'état-civil. Nous les aimons et nous avons envie de faire connaissance avec eux », a lancé un garçon hébergé au centre. Il s'agissait d'un des enfants qui considèrent Sœur Kanyamuneza comme leur Papa. Cette responsable du centre lance un appel aux pères de ces enfants pour qu'ils se présentent et leur donnent de l'affection. « Ces enfants sont des anges, des innocents. Un appel est également lancé au Gouvernement pour s'occuper de ces enfants qui n'ont pas choisi de naître dans de telles circonstances. Ils ont besoin d'être enregistrés et soignés. Leurs soins médicaux coûtent très chers au centre d'hébergement », a-t-elle souligné.

L'activité du 16 mars faisait partie d'une réponse à l'appel lancé par la présidente de l'AFJO au cours d'un atelier des femmes journalistes sur le suivi médiatique des budgets sous la perspective genre. Cet atelier était organisé le 6 mars 2024 par le projet Médias, Paix et Genre. L'appel mobilisait les femmes journalistes à renforcer la quantité des productions médiatiques sur des sujets sensibles au genre, en référence au thème national de la JIF 2024 « Cheminons ensemble avec la femme dans le développement en augmentant la production »

Agathonique Barakukuza, Chargée de Projet MPG /AFJO
Anaclet Hakizimana, Chargé de Projet MPG /MPB
Claus Schrowange, ATP d'EIRENE-MPB-AFJO



De jeunes mères du Centre Missionnaires de la vie

Paix et pain

Le ministère des affaires étrangères et de la coopération au développement apprécie les efforts d'EIRENE dans la cohésion sociale. Il lui recommande d'allier la paix et le développement. Il lui recommande également de s'approcher du Ministère en charge de l'Agriculture, de l'élevage et de l'environnement pour établir une convention de collaboration, afin de bénéficier des orientations techniques et des conseils du ministère sur le terrain, et mieux veiller à la durabilité des activités entreprises.



Lors de la visite du comité interministériel chez CHIRO à Muyinga

D'après le Directeur des ONG au ministère des affaires étrangères et de la coopération au développement, M. Augustin Bagoribarira, dans l'ensemble, les efforts d'EIRENE en matière de renforcement des capacités locales, de cohésion sociale et de prévention/gestion non violente des conflits en milieu rural sont bien appréciés. Cela permet une certaine cohésion locale au sein des communautés dans les collines à travers les clubs de paix, et une meilleure cohabitation avec les déplacés internes. Les médias accompagnés à travers ses partenaires de mise en œuvre sont de plus en plus professionnels et sensibles aux conflits et au genre.

Ces appréciations ont été exprimées au cours d'une visite effectuée par le coordonateur d'EIRENE Grands Lacs à son bureau le 29 août 2024. Il s'y était rendu pour recevoir un feedback d'une visite de terrain des membres du comité interministériel effectuée dans les structures bénéficiaires des projets d'EIRENE avec ses partenaires locaux le 10 mai 2024 en province Muyinga. Les structures visitées étaient constituées d'un club de paix de Muyinga, un club de paix de Gasorwe, ainsi que de la Radio Voix de la Réconciliation (RVR).

Le comité interministériel est régi par le décret numéro 100/066 du 8 mai 2020 portant création, Mission et

Fonction du comité interministériel de Suivi-Evaluation des Organisations Non Gouvernementales étrangères en ce qui concerne l'application de la Loi numéro 1/01 du 23 Janvier 2017. La délégation du comité interministériel était composée de trois cadres des ministères concernés qui ont échangé avec les membres des clubs de paix, le responsable de l'organisation partenaire CHIRO, le Directeur et le Chef de la rédaction de la radio RVR. Les échanges ont porté sur les témoignages de succès, les défis et la durabilité, ainsi que les conseils opérationnels et stratégiques qui s'imposent.

FAIR 1 : un projet qui cadre avec la politique d'autonomie alimentaire et financière

Le directeur Augustin Bagoribarira apprécie particulièrement la mise en œuvre du projet FAIR 1 dans la commune de Gitega, qui cadre directement avec la politique du Président de la République, selon laquelle chaque burundaise et chaque burundais doivent arriver à se prendre en charge, se nourrir, se soigner correctement. Ce projet est cofinancé par « Pain pour le Monde », une ONG chrétienne allemande, et EIRENE. A titre d'exemple, le mode de subvention pour le petit élevage au sein des associations locales, ainsi que des micropro-

jets dont les bénéfices se perpétuent à l'intérieur des associations accompagnées par le projet FAIR 1, conduisent les bénéficiaires vers une autonomie financière. Il a recommandé à EIRENE Grands Lacs de s'approcher du Ministère en charge de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Environnement pour établir une convention de collaboration, qui lui permettra de bénéficier des orientations techniques et des conseils du ministère sur le terrain, et de mieux veiller à la durabilité des activités entreprises. Il a aussi apprécié la prise en compte des plans de développement communaux dans la planification des activités et la formulation du projet, même si le budget y consacré est limité.

D'après le Directeur des ONG au ministère des affaires étrangères et de la coopération au développement, « le Burundi a évolué, après avoir traversé des moments difficiles et de guerre et se trouve actuellement en période post-conflit. Les ONG ont fait un travail remarquable et ont aidé le gouvernement à retrouver la paix. La guerre intérieure est terminée et le gouvernement burundais s'est défini l'objectif de développement avec la vision : le Burundi : un pays émergent d'ici 2040. Cette dernière nécessite que les partenaires qui l'appuient dans ce processus, se joignent à cette logique de développement et évoluent aussi dans leurs approches pour accompagner cette dynamique ». Pour lui, « il faut progressivement diminuer les budgets de sensibilisation et augmenter le budget de développement ».

Pour la pérennisation des actions

Au niveau local, a indiqué le directeur Bagoribarira, « la faim est pour beaucoup à l'origine des conflits. Un ventre qui n'a pas à manger va difficilement rester attentif et s'impliquer pour des actions de paix. Si chaque bouche dispose de céréales à manger et si chaque poche dispose de quelques billets de BIF à travers un appui à la production locale et des activités génératrices de revenus, les dispositions pour rester en paix seront plus facilitées ». Il recommande à EIRENE de bien suivre et évaluer la mise en œuvre des activités, afin de s'assurer de l'effectivité de l'appui à travers les organisations locales, et toujours

garantir que les subventions arrivent réellement aux populations concernées.

Selon toujours le Directeur Augustin Bagoribarira, EIRENE devra aussi assurer la visibilité de ses actions sur le terrain. « EIRENE intervient à travers des organisations partenaires nationales (CHIRO, AFJO, MPB, etc.), qui ne montrent pas sur le terrain qu'elles mènent des activités avec une partie d'un financement du BMZ à travers d'EIRENE ». Bien qu'elle finance des actions sur le terrain, il faut nuancer quand elle écrit dans ses rapports périodiques aux ministères qu'elle intervient sur l'étendue du territoire national. Les populations accompagnées dans les communes et les collines n'ont pas une idée claire de qui est EIRENE, mais connaissent seulement les ONG nationales qui les accompagnent. Ces ONG locales s'approprient les projets en cours et ne renseignent pas qui les a financés. Il propose de corriger ce manque de visibilité souvent commun à beaucoup d'ONG agissant suivant cette approche. Car il peut conduire à une appréciation trop partielle du travail des ONG étrangères.

Il conseille à la coordination de se faire connaître davantage aux autorités administratives et techniques provinciales et de leur expliquer comment EIRENE finance ses activités sur le terrain et à travers quels partenaires locaux. Il rappelle aux organisations locales bénéficiant d'une collaboration avec EIRENE ou d'autres financements d'expliquer de façon transparente à leurs groupes cibles et aux autorités régionales, communales et locales, en précisant qui finance leurs projets sur le terrain, et qu'ils rendent compte périodiquement aux autorités locales et provinciales de l'état de mise en œuvre.

Il a rappelé à EIRENE Grands Lacs la disponibilité de l'état burundais à l'appuyer et l'orienter si nécessaire, dans les demandes d'exonération et d'importation du matériel.

Jean Claude Ndarama, Assistant de la Coordination

Manirambona Josephine, RAF

Georges Flora Ngoumu Mveng, ATP



Photo de groupe lors de la visite du comité interministériel

Mieux informer sur le changement climatique

Un journalisme permettant de mesurer l'ampleur des changements climatiques et de prendre des mesures appropriées : c'est le principal engagement pris par la presse burundaise lors de la célébration, le 03 mai 2024 de la journée internationale de la liberté de la presse. Le thème retenu à cette 31ème édition était « La presse pour la planète : Crise environnementale et urgence du journalisme ». Un panel organisé à la Maison de la Presse du Burundi (MPB) a permis de s'auto-évaluer pour mieux faire.



Panel du 03 mai 2024 à la Maison de la Presse

Invitée au panel du 03 mai, Justine Bitagoye, journaliste environnementaliste senior n'y est pas allée du dos de la cuillère. Pour elle, les journalistes et les responsables des médias doivent changer d'approche : « *Même dans nos médias, l'information climatique et environnementale est reléguée à l'arrière-plan, considérée souvent comme un divers. La primauté est accordée aux questions politiques, sécuritaires et économiques. Or, une fois agressée, la nature se venge et la réalité actuelle crève les yeux. Le monde est devenu comme un petit village et nous devons tous agir. La presse burundaise fait également face au manque de spécialisation des journalistes sur ces questions techniques. Or, ces dernières exigent des connaissances professionnelles particulières* », reconnaît-elle, lors du panel sur le rôle des médias burundais dans la lutte contre les changements climatiques. Cette émission a été diffusée en direct sur les 20 radios membres de l'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR).

Même Fabien Nizigiyimana, président de l'Association des Journalistes Environnementalistes du Burundi (AJEB) ne décolère pas. Lui aussi invité au panel, il déplore

le manque de suffisamment de moyens, la rétention de l'information par les autorités et les experts, l'absence de données statistiques ainsi que la priorité accordée par certaines radios aux émissions payantes. Il invite ces dernières à adapter leurs programmes aux priorités du moment. « *Parfois, les aspects politiques s'invitent aussi, tout comme les intérêts des personnalités puissantes. Et la sécurité des journalistes est compromise. Certains de nos membres ont été intimidés pendant le traitement des sujets environnementaux* », fait-il remarquer.

Des auditeurs remontés

« Les questions économiques, sociales et climatiques sont intimement liées et tout développement durable doit en tenir compte. Quant aux phénomènes climatiques, ils sont souvent cycliques et chacun doit contribuer pour y faire face. En l'absence d'une information professionnelle, les gens se rabattent sur les rumeurs véhiculées surtout par les réseaux sociaux. Vous devez investiguer et informer surtout pour anticiper les catastrophes »,

suggère le Professeur Athanase Nkunzimana, lors de l'émission.

Les auditeurs n'étaient pas en reste, appelés à intervenir aussi, en direct pendant le panel. Visiblement, ceux de Gatumba étaient à l'écoute, mais pas enthousiastes à répondre aux questions des animateurs. Julien a tout de même pris le courage à deux mains, pour témoigner du danger qui les guette surtout ces dernières semaines et surtout le refus de quitter la terre des ancêtres. « *Nous vivons le calvaire par rapport aux années antérieures. Ces 32 derniers jours ont été particulièrement dangereux pour nous. Mais, nous ne sommes pas prêts à quitter pour autant la terre de nos ancêtres. Le Gouvernement est là pour nous protéger, en construisant notamment des digues. Et vous, les journalistes, vous venez juste en période de crise, brandissant micros et appareils photos, juste pour vous moquer de nous. En temps de paix, vous restez dans vos studios* », s'emporte-t-il, lors d'un appel téléphonique.

Pour Justine Bitagoye, il s'agit là d'un bon clin d'œil. « *Nous devons courageusement accepter de changer nous-mêmes avant de changer les autres. Notre avenir, celui de nos enfants et de l'ensemble du pays en dépend* », a-t-elle ajouté. Elle et les autres journalistes environnementalistes seniors qui avaient été formés par la Maison de la Presse du Burundi, en collaboration avec l'Université de Makerere (Ouganda) s'engagent à former à leur tour leurs collègues sur cette thématique.

S'adapter à la nouvelle donne

Au Burundi, le phénomène El Niño s'accompagnant du réchauffement et du dérèglement climatiques a occasionné des pluies torrentielles, inondations et glissements de terrain. Ainsi, plus de 237.000 personnes ont été affectées (dont 55% sont des femmes), plus de 98.000

déplacées, 29 décès et 175 personnes blessées, depuis le début de la saison des pluies, en septembre 2023, selon le Bureau de Coordination des affaires Humanitaires des Nations-Unies (OCHA). Les rivières se jetant dans le lac Tanganyika sont sorties de leurs lits et le niveau du lac monté, inondant les zones riveraines comme Gatumba dont les habitants ont été obligés de vider les lieux. Les provinces de Cibitoke, Buzanza, Bujumbura Rurale et Rumonge ont été particulièrement affectées par ces cataclysmes naturels.

En plus de la zone de Gatumba martyrisée par les intempéries, des habitants des quartiers de Bujumbura Mairie comme Kibenga, Kajaga et l'Avenue du Large ont payé un lourd tribut. Ceci car l'eau s'est introduite dans leurs parcelles. A la célébration de la journée de la liberté de la presse le 03 mai 2024, les propriétaires de ces dernières étaient tellement dans le désarroi qu'ils n'ont pas voulu s'exprimer sur leurs déboires. Certains se sont retrouvés dans des maisons de fortune, essentiellement constituées de bâches et leurs enfants ont abandonné l'école, les cahiers et uniformes scolaires ayant été détruits par les eaux. C'est le cas d'Evrard Iriho qui ne vit plus avec ses parents.

Il ya presque 22 ans, des journalistes environnementalistes avaient tiré la sonnette d'alarme sur le danger de construire près du Lac Tanganyika, sur la partie Ouest de l'Avenue du Large. Ils avaient été intimidés par certains propriétaires des parcelles, à l'époque très puissants. Ironie du sort : ces derniers en paient les frais aujourd'hui !

Agathonique Barakukuza, Chargée de Projet MPG /AFJO

Anaclet Hakizimana, Chargé de Projet MPG /MPB

Claus Schrowange, ATP d'EIRENE-MPB-AFJO



Justine Bitagoye et Christian Nimubona, panelistes du débat

La montée des eaux du lac Tanganyika handicape le travail de paix à Kavimvira

L'organisation « Femmes Artisanes de la Paix (FAP) » fait face à de nouveaux défis suite à la montée des eaux du lac Tanganyika et au débordement du marais de Nyangara. Ce phénomène naturel a bouleversé la vie des habitants de Kavimvira, créant des tensions et des conflits qui compromettent les efforts de paix de FAP dans la ville d'Uvira.

La montée des eaux a forcé de nombreuses familles à abandonner leurs maisons. Masumbe Njale, membre du Comité Local de Paix (CLP) de Kavimvira décrit une situation où les conflits domestiques se multiplient en raison de la surpopulation et du partage des ressources limitées. « Depuis la montée des eaux du lac et le débordement du marais Nyangara, les gens ont abandonné leurs maisons pour se réfugier, certains dans des sites et d'autres chez les voisins. Dans ces familles, les conflits s'accumulent du jour au lendemain », explique-t-il.

Les tensions surgissent principalement autour de l'utilisation des toilettes et des espaces communs, exacerbées par un manque d'intimité et des différences culturelles ou sociales. Les enfants, par leurs jeux et disputes créent des frictions entre les adultes, aggravant les ressentiments et les malentendus.

Des initiatives locales pour l'aide et la sécurité

Le secrétaire du quartier Kavimvira Justin Mwamba Shamba souligne les efforts communautaires pour aider les familles délocalisées malgré des ressources limitées. « La population est en débandade. Certains sont dans des sites dont les parcelles appartiennent à des particuliers de bon cœur. Le quartier n'a pas de budget et nous attendons toujours l'intervention de la Mairie », affirme-t-il.

Quant à la police locale, elle joue un rôle crucial dans la protection des maisons abandonnées et des biens des sinistrés. « À notre niveau, nous avons intensifié les patrouilles régulières pour dissuader les cambriolages et les actes de vandalisme », déclare l'OPJ Christophe Kalenga. La collaboration avec des jeunes vigiles et d'autres initiatives de surveillance de voisinage est mise en avant, pour assurer la sécurité.

La résilience des familles d'accueil, en attendant les secours

Marceline Tabia, une déplacée, témoigne de la dure réalité vécue par les familles affectées. « Nous vivons une situation extrêmement difficile depuis que nous avons perdu nos maisons. La cohabitation forcée avec d'autres familles dans un espace restreint a engendré de nombreux



Inondations à Kavimvira

problèmes », explique-t-elle. Le partage des ressources limitées et le stress permanent exacerbe les tensions. Les sinistrés font face à un besoin criant de soutien matériel et psychologique.

De leur côté, les familles ayant accueilli des sinistrées essaient de mettre en place des mesures de résilience. Ainsi, une habitante de Kavimvira qui a accueilli des familles sinistrées expérimente la gestion des conflits, pour maintenir l'harmonie. « Je m'efforce de faciliter une communication ouverte et respectueuse entre toutes les familles accueillies. Je mets en place des règles claires concernant l'utilisation des espaces communs et la répartition des tâches domestiques, afin d'éviter tout malentendu. En cas de conflit, je fais directement appel au CLP pour écouter les préoccupations de chacun et trouver des solutions équitables », confie-t-elle.

Les défis posés par la montée des eaux du lac Tanganyika illustrent la nécessité d'une intervention rapide et efficace pour soutenir les efforts de paix de FAP à Kavimvira. Les initiatives locales, bien que courageuses, requièrent un appui renforcé des autorités et des organisations humanitaires pour assurer la sécurité, la santé et le bien-être des sinistrés.

L'organisation Femmes Artisanes de la Paix continue de plaider pour des actions concrètes afin de stabiliser la situation et promouvoir une coexistence pacifique. En somme, la communauté de Kavimvira, unie face à l'adversité, aura démontré que même durant les moments les plus difficiles, la paix et la solidarité peuvent prévaloir.

Maluxe Malumbe Mwangwa, Chef du projet « Tuvumiliane »
Dorcas Salima Kabasha, Coordinatrice de FAP
Michael Odhiambo, ATP d'EIRENE-FAP

L'église catholique : acteur clé dans la prévention et gestion non-violente des conflits

L'église catholique est engagée dans l'amélioration des conditions de vie des populations ainsi que dans la cohésion sociale, à travers notamment la promotion de la fraternité, l'égalité et l'humilité. Dans cette démarche, CHIRO-Burundi, un mouvement d'action catholique, organise et accompagne des activités de paix et de gestion non-violente des conflits communautaires, à travers le projet « Amahoro » mis en œuvre en partenariat avec EIRENE Grands Lacs. Les aumôniers diocésains y contribuent aussi.



Les aumôniers diocésains s'engagent pour la paix en partenariat avec CHIRO-Burundi

Je vous laisse la paix, je vous donne ma paix. Je ne vous la donne pas comme le monde la donne. Que votre cœur ne se trouble point et ne s'alarme point (Jean 14 : 27) ». Chez les chrétiens catholiques en général et les membres de CHIRO-Burundi en particulier, la paix est un héritage de Jésus-Christ, considéré comme le « Prince de la paix ». L'Eglise catholique a une vision plus large de la paix qui va au-delà de l'absence de conflits armés. La véritable paix spirituelle implique l'harmonie entre les hommes avec une justice impartiale et équitable pour tous.

Ainsi, la prévention et la résolution non-violente des conflits, fondées sur des valeurs chrétiennes, est cruciale. En effet, la non-prévention des différentes formes de conflits retarde la recherche de solutions et exacerbe les tensions. Ceci car les antagonismes non résolus gagnent toujours en intensité et entraînent des répercussions négatives sur les relations humaines. Par contre, le règlement pacifique des conflits renforce l'unité entre les humains, permet de pacifier et de réconcilier les sociétés même fracturées. C'est dans ce dessein que les Clubs de Paix de CHIRO-Burundi (structures locales de gestion des conflits communautaires) mis en place par le projet « Amahoro » et les aumôniers diocésains, font de leur

mieux afin d'inculquer aux communautés des valeurs chrétiennes et humaines.

Bien évidemment, la paix dans le monde est actuellement fragilisée par des acteurs de haine qui agissent en solo ou en groupes. Cela exacerbe les rancœurs, divisions et inégalités dans leur société et conduit à une violence endémique. Là aussi, les membres de CHIRO-Burundi apportent une réponse biblique. « Que toute amertume, toute fureur, toute colère, tout éclat de voix, toute calomnie et toute forme de méchanceté disparaissent du milieu de vous. » (Éphésiens 4.31). Il est donc crucial de ne laisser se développer aucune « racine d'amertume », pouvant causer des tensions et des divisions (Hébreux 12.15).

Partir de la vie réelle

Selon l'Abbé Méthode Ntahondereye, aumônier National de CHIRO-Burundi, le pardon joue un rôle crucial dans la gestion et la résolution des conflits. Il s'inspire de l'Evangile de Saint Luc, 17:3-4 : « Si ton frère a péché contre toi, reprend-le, s'il reconnaît ses torts, pardonne-lui. S'il a péché contre toi 7 fois dans une journée et que 7 fois il revienne et dit : j'ai eu tort, tu lui pardonneras ». Ce verset

revêt une grande importance pour la société burundaise, car dans le passé, certains burundais encourageaient la vengeance au sein des communautés, en prêchant la loi du Talion « œil pour œil, dent pour dent ».

Dans la communauté, il y a des conflits multiples tels les conflits familiaux, la sorcellerie, la séparation des couples mariés et le divorce. C'est le constat unanime fait par ces aumôniers lors de leur rencontre de réflexion sur leur contribution à la gestion non-violente des conflits et à la lutte contre les violences basées sur le genre. « *Des séances d'écoute sont également de bonnes occasions d'échange des parties en conflit, afin de leur prodiguer des conseils ou tenter une médiation* », précise l'Abbé Moïse Hakizimana. Pour lui, les aumôniers gèrent les conflits au sein des communautés, la priorité étant la prévention à travers les homélies qui insistent sur la cohabitation pacifique, le pardon et la non-violence.

Pour préparer des couples solides (pour une église et un pays solides aussi), il ne faut pas enseigner seulement la complémentarité entre l'homme et la femme. Il faut également insister sur la planification des naissances ainsi que sur la gestion et la sauvegarde des biens familiaux. Bien évidemment les conflits violents qui relèvent du pénal concernent en premier lieu la police et le parquet. « *Un jour, de retour à la maison, un père de famille a retrouvé ses deux enfants morts, alors qu'il rentrait d'une initiation par un sorcier. À la suite de cette situation, il a été emprisonné après une plainte déposée par sa famille* », se souvient l'Abbé Audace Nduwimana, curé de paroisse et aumônier diocésain de Ngozi,

Après avoir purgé sa peine, le père de famille a reconnu sa responsabilité dans le décès de ses enfants qu'il croyait protéger, autant que ses biens. L'aumônier a alors détruit les objets utilisés pour la fatale cérémonie d'initiation. Il a ensuite organisé une retraite pour ce couple en difficultés dans un Foyer de Charité, afin de renouer le dialogue et encourager le pardon. La famille a pu se réconcilier et est devenue un modèle auprès d'autres fidèles dans la communauté.

La communauté leur fait des éloges

D'après, Jean-Pierre Ntakarutimana, médiateur collinaire du quartier Shatanya à Gitega, « *Les hommes d'église jouent un rôle important dans la prévention et la gestion non-violente des conflits communautaires. Cela se réalise à travers leur pouvoir de guérison, leur capacité de redonner l'espoir aux cœurs brisés et leur rôle de médiateur* ». Toutefois, M. Ntakarutimana remet en question la confidentialité de leurs actions à l'égard des fidèles, y compris quand ces derniers sont guéris.

Les membres des Clubs de Paix de CHIRO-Burundi mis en place depuis 2015 dans les 08 diocèses catholiques du Burundi interviennent pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale. Constitués de 25 membres chacun, ils interviennent pour régler des conflits communautaires en se référant aux valeurs chrétiennes de leur organisation et en synergie avec les aumôniers diocésains.

Les fidèles des régions pastorales (constituées chacune de 05 à 07 paroisses catholiques) disent recourir régulièrement aux Clubs de Paix et aux aumôniers diocésains en cas de conflits familiaux souvent liés à la sorcellerie ou au fétichisme. Ainsi, Église catholique répond à sa mission sociale de s'opposer à l'injustice, de soulager la souffrance et de s'efforcer d'exprimer l'amour de Dieu pour le monde.

En mars 2022, lors de sa visite au pape François au Vatican, le président de la République du Burundi, Évariste Ndayishimiye a reconnu que l'Église catholique avait joué un rôle majeur dans le processus de paix et de réconciliation du peuple burundais.

Septime Gashasha, Chargé de projet CHIRO/Amahoro II
Georges Flora Ngoumou, Mveng, ATP CHIRO-EIRENE



Abbé Moïse Hakizimana, l'Aumônier Diocésain de Gitega au cours d'une séance de sensibilisation des couples

Vers la pérennisation des acquis

Les membres de l'association Sagarara CHIRO de Yanza en commune Gishubi (province Gitega) encadrés par l'organisation partenaire CHIRO-Burundi réalisent des Activités Génératrices de Revenus (AGR) individuelles, en plus des AGR collectives. Certains pratiquent l'élevage de porcs ou de lapins, d'autres pratiquent la culture des choux. Ainsi l'association Sagarara et les autres associations partenaires du projet Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR1) envisagent la pérennité des acquis.



Membres d'une association du projet FAIR1

Au projet FAIR1, les recettes des AGR collectives et des AGR individuelles se complètent. Apollinaire Habonimana, membre de l'association Sagarara Chiro, pratique l'élevage de porcs. « Je pratique l'élevage des porcs et j'ai trouvé qu'il rapporte beaucoup en peu de temps. Ainsi, le coût est globalement faible, car les porcs se reproduisent vite. Dès l'âge de 6 mois, le verrat et la truie sont capables de se reproduire et faire 8 porcelets qui peuvent être vendus à partir du 4ème mois de naissance, rapportant ainsi des recettes. Avec ces recettes, j'investis dans la culture des choux où je peux facilement faire 3 cueillettes dans l'année. En plus de la vente des porcelets, je bénéficie de la fumure organique qui me diminue sensiblement le coût d'investissement dans la mise en place des cultures et grâce auxquelles j'arrive aussi à entreprendre une autre AGR dans le domaine de petit commerce de la boutique alimentaire. Aujourd'hui, je suis mieux logé avec ma famille et bien nourri et je nourris l'ambition d'élever une vache », témoigne-t-il. .

Avec l'encadrement du partenaire « Organisation pour le Développement de l'Archidiocèse de Gitega (ODAG-Caritas Gitega) » et l'appui d'EIRENE Grands Lacs, les 20 membres de l'Association Hindukirawibaze de Ruhande en commune Gishubi ont pour AGR commune un atelier de couture. Parallèlement, ils gèrent des AGRs individuelles dans leurs ménages respectifs. « Nous enregistrons

de très bonnes performances tant du point de vue chiffre d'affaires que du point de vue gestion organisationnelle. Actuellement, chaque membre dispose en moyenne de 5 chèvres issues d'une génitrice reçue de l'association dans le cadre de la chaîne de solidarité communautaire adoptée. Lorsqu'un membre vend une des chèvres, il donne 5% de la somme reçue à l'association et ce montant est injecté dans l'achat et vente de pagnes, une autre AGR collective centrée sur la couture », explique Marie Chantal Dusabeyezu, membre de l'association.

D'après toujours Madame Dusabeyezu, l'association a pu s'acheter un kiosque à cinq cent mille francs burundais (500.000 BIF) qui lui sert de local de vente des pagnes et d'autres habits cousus. « C'est nous-mêmes qui faisons les achats et ventes, à tour de rôle. Quant au comité de gestion, il est là pour le contrôle au quotidien », ajoute-t-elle. L'amélioration du niveau de vie des membres de l'association et de celui de leurs familles et voisins est remarquable. Ils ont ouvert un compte bancaire à la COOPEC (Coopérative d'Épargne et de Crédit) au début des activités de l'association et l'alimentent régulièrement par des recettes obtenues dans la couture, la vente de pagnes et l'épargne cumulée et crédits internes. « Nous sommes actuellement bien habillées et nous avons amélioré notre situation alimentaire. Nous sommes capables de verser les cotisations sans ambages et le niveau de l'épargne au sein

de l'activité d'épargne cumulée et de crédits internes a été augmenté du simple au triple. Nous partageons à chaque fin du mois des dividendes issues de recettes obtenues », évalue Madame Dusabeyezu.

Angélique Uwingabire, point focal de l'ODAG-Caritas y voit un gage de durabilité. « Les membres des associations encadrées par notre organisation continuent à œuvrer comme à l'accoutumée. Même après le départ du projet, ils vont continuer à exécuter leurs microprojets que ce soit leurs AGR individuelles comme leurs AGR collectives, parce que ce sont eux-mêmes qui se sont regroupés et non l'organisation qui les a mis ensemble. Ils sont aussi ambitieux. Ils veulent augmenter leur chiffre d'affaires en initiant d'autres micro-projets individuels ou collectifs », dit-elle.

Les confessions religieuses poursuivront l'encadrement au-delà du projet

« Les associations qui ont été appuyées grâce à EIRENE Grands Lacs émanent des organisations partenaires et les membres sont permanents au sein de leurs associations. Etant donné que ce sont les membres eux-mêmes qui se sont choisis lors la formation de leurs associations, après le sevrage des associations, les institutions qui les encadrent poursuivront avec la pérennisation des acquis du projet FAIR1. Ceci car le projet FAIR n'a joué que le rôle du déclencheur et les membres des associations se sont déjà appropriés leurs AGR respectives individuellement ou collectivement », fait remarquer le Révérend Pasteur Jean Berchmans Ndayishimiye, point focal de l'organisation partenaire : Eglise Anglicane du Burundi (EAB), diocèse de Gitega. « Les femmes qui sont désormais éveillées et qui sont en grand nombre dans nos associations suivent de près les activités de leurs associations respectives. Le niveau de vie des membres s'est amélioré, les revenus ménagers ont augmenté et ont déjà changé leur manière de vivre,

que ce soit en logement, en habillement et en alimentation », ajoute-t-il.

David Nimirije, point focal de l'organisation partenaire Alliance des Imams du Corridor Nord pour le Développement Humanitaire (AICNDH), confirme lui aussi que les associations de leur ressort vont poursuivre la mise en œuvre des micro-projets entrepris, « Ces microprojets leur donnent une grande valeur ajoutée et leur essor en dépend. En témoignent les AGRs individuelles et collectives entreprises qui enregistrent de très bonnes performances », indique-t-il.

« Les femmes musulmanes de notre colline ont elles aussi beaucoup évolué avec des AGR individuelles et des AGR collectives. Leur niveau de vie s'est beaucoup amélioré, même les enfants de la rue y trouvent leur compte car elles leur fournissent souvent à manger et de quoi se vêtir. Elles réservent également une partie pour venir en aide aux femmes du 3ème âge, incapables de se prendre en charge », se réjouit le chef de la colline Mutaho, Emmanuel Ntakirutimana. Ces femmes ont même acheté quelques cartes d'assurance maladies aux femmes démunies de leur communauté. De quoi faire la fierté de leurs époux et de leurs familles dont les besoins sont assouvis. « Cela renforce la cohésion sociale. Même les autorités administratives de la commune sont fières de leur participation et contribution au sein des ménages. Elles constituent des modèles non seulement pour d'autres femmes, mais aussi pour les hommes de par leur dévouement et leur appui dans différentes interventions au niveau collinaire et même communal », souligne-t-il.

Live Irakoze, Chargée du suivi et accompagnement au projet FAIR1
Pierre Gahungu, Coordinateur du projet FAIR1



L'élevage des lapins dans le cadre du projet FAIR1



EIRENE Grands Lacs et ses Partenaires

Le service chrétien international pour la Paix EIRENE est engagé pour la promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs depuis 2007. Il a entamé en octobre 2021 son nouveau programme régional « Les Femmes et les Hommes ensemble organisés et engagés pour la Paix juste dans leurs Communautés (FeHoPaCo) », d'une durée de trois ans. Ce programme est mis en œuvre en partenariat avec quatre organisations du Burundi et de la République Démocratique du Congo (RDC). Il s'agit de trois organisations du Burundi : L' Association burundaise des Femmes Journalistes (AFJO), CHIRO-Burundi et la Maison de la Presse du Burundi (MPB) ainsi qu' une organisation de la RDC (Sud-Kivu) : Femmes Artisanes de Paix (FAP).

Le partenariat avec CHIRO-Burundi se fait à travers le projet « Amahoro II » et celui avec FAP à travers le projet « Tuvumiliane (tolérons-nous les uns les autres) ». Avec AFJO et MPB, EIRENE met en œuvre le projet transversal « Médias, Paix et Genre (MPG) ».

A part le programme FeHoPaCo, EIRENE Grands Lacs et Pain Pour Le Monde (PPLM) mettent en œuvre avec 04 partenaires locaux de Gitega le projet « Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales (FAIR I) » pour lier les actions de paix à celles de développement.



Nos films documentaires sur YouTube :

Quand la nature nous fait des coups
Les rapatriés, face à une nouvelle vie!

Les Batwa, les oubliés chez eux
Misisi – Quand l'or fait des misérables

EIRENE : Service Civil pour la Paix dans la région des Grands Lacs

L'or et la misère – La lutte d'ONG pour la justice

Construisons ensemble – Solidarité de Volontaires pour l'Humanité

CHIRO-Burundi – Ensemble pour la paix et le développement